Recettes et conseils utiles	1927	DÉCEMBRE	SOLEIL LUNE		Recettes et conseils utiles
			Lev. Cou.	Lev. Cou.	
OMELETTE AU FROMAGE	17 S	QUATRE-TEMPS. De la fête.	7 27	3 59	assaisonnements et du fromage râpé. Faire fondre le reste du beurre dans une casserole. Faire chauffer la casserole et y verser le mélange. Faire cuire à feu doux sans remuer. Saupoudrer de fromage râpé puis plier l'omelette en deux et saupoudrer encore de fromage. Servir immédiatement. (à suivre)
2 œufs	18 D	IV de l'Avent, 2 cl. Kyr, de l'av. V. de ce dim	7 27	3 59	
1 c. ta. beurre fondu	19 L	De la fête, Ant. O Radix, dblé.	7 28	3 59	
Sel	20 M	Vigile de S. Thomas. De la fête A. O Clavis	7 28	4 0	
	21 M	S. THOMAS, ap., dbl. 2 cl. Ant., O Oriens	7 28	4 0	
	22 J	De la fête, Ant. O Rex, dblé.	7 28	4 0	
Battre les œufs légèrement. Ajouter 1/2 cuillerée à table de beurre fondu, des	23 V	De la fête, Ant., O Emmanuel, dblé.	7 29	4 1 11 13	
	24 S	Vigile de Noël, Messe propre. Jeûne	7 30	4 1	

Page de la Coopérative Fédérée de Québec.

La Coopérative paye plus cher que les commerçants C'est M. Ponton qui le dit !

"Qui veut trop prouver ne prouve rien". M. Ponton vient de démontrer une fois de plus la justesse de ce vieux proverbe. Il en veut toujours à la Coopérative Fédérée. C'est sa hantise, son cauchemar. Il y pense le jour et en rêve la nuit. Il la voit comme une pieuvre immense suçant le beurre et le fromage de ces pauvres cultivateurs et ne leur donnant rien en retour. Et pour le prouver, il aligne chiffres et faits. Mais il en aligne trop, et il finit par affirmer exactement le contraire de ce qu'il voudrait. Vous croyez peut-être que nous exagérons. Pas du tout. Voyez plutôt, — nous citons textuellement du "Bulletin des Agriculteurs", sous la signature de M. J.-N. Ponton :

"L'on voit donc que sur 23 ventes, les ventes publiques non comprises, la Coopérative paraît avoir fait 14 remises où elle aurait dépassé les prix du commerce, 3 où elle les aurait rencontrés exactement, 6 où elle leur aurait été inférieure. Les résultats nets de ceci, c'est que, sur 23 ventes de beurre, le prix moyen de la Coopérative a été de 35.70 cents, alors que celui du commerce a été de 35.37 cents. Qui osera nier que si les prix de la Coopérative avaient été connus, le commerce aurait payé au moins autant qu'elle et peut-être plus".

Soulignons le fait que sur vingt-trois ventes, choisies par M. Ponton lui-même, la moyenne payée par la Coopérative dépasse de un tiers de sou la livre, ou dix-huit sous par boîte, la moyenne payée par les commerçants.

Vous croyez peut-être, qu'après avoir ainsi établi que la Coopérative Fédérée a fait bénéficier les cultivateurs de un tiers de sou par livre en plus que le prix ordinaire du commerce, M. Ponton s'empresse de présenter ses félicitations à qui de droit ? Vous ne le connaissez pas, où plutôt vous le connaissez mal. Nous vous le donnerions en mille, que vous ne devineriez pas la conclusion à laquelle en arrive M. Ponton. Si, dit-il en substance, les commerçants ont payé moins, c'est la faute à la Coopérative. Autrefois on aurait dit : "c'est la faute à Papi-neau".

Citons encore M. Ponton textuellement, afin qu'il ne nous accuse pas de lui prêter des inepties dont il se croit incapable :

"Les administrateurs de la Coopérative ne doivent pas s'imaginer avoir aidé le commerce des produits laitiers en rendant pratiquement impossible la détermination des prix sur le marché de Montréal; au contraire, ils ont paralysé la compétition, en retenant cette information. Il est une chose certaine que personne ne nierait : si les administrateurs de la Coopérative avaient mis les commerçants de Montréal dans les mêmes conditions qu'ils se trouvent aux comptoirs locaux, le beurre et le fromage auraient rapporté beaucoup plus qu'ils n'ont rapporté cette année."

C'est bien clair, n'est-ce pas ? Si les commerçants ne payent pas plus cher, c'est parce que la Coopérative ne les tient pas assez tôt au courant des prix qu'elle paye; en d'autres termes, si les commerçants font perdre de l'argent aux cultivateurs la faute en est à la Coopérative.

M. Ponton prend-il donc les cultivateurs pour des imbéciles ? Croit-il qu'il lui suffit de dénigrer la Coopérative, au mépris de la logique, du bon sens et de la vérité pour la rendre odieuse aux cultivateurs mieux éclairés ?

La Coopérative, dit-il, a vrait faire connaître ses prix pour permettre aux commerçants qu'il protège de fixer les leurs ! Voit-on bien un marchand faire connaître, à ceux qui lui font concurrence, ses prix d'achat et de vente, afin de leur permettre de lutter contre lui avec plus de succès !

Mais si la Coopérative n'existait pas, qui donc empêcherait les commerçants de payer encore moins cher et de se concerter — la chose s'est vue — aux enchères publiques, afin de faire baisser les prix ?

Qu'on n'aille pas se récrier que nous exagérons à notre tour. Nous pourrions citer des dates et des noms. La chose se pratique d'ailleurs encore aux comptoirs locaux, en sens inverse, quand des commerçants s'entendent pour payer — pour de petites quantités bien entendu — une fraction de plus que le prix courant, afin de pouvoir faire dire ensuite à M. Ponton : tel jour, à tel endroit, le beurre s'est vendu plus cher que la Coopérative a payé ce même jour. Le truc est connu. Nous ne blâmons pas les commerçants. Ils sont dans les affaires pour faire de l'argent et payer le moins cher possible. D'ailleurs un gros commerçant

de Montréal, qui est étroitement lié à M. Ponton, a déclaré lui-même, il y a quelques années, devant le comité d'agriculture de la législature de Québec, qu'il n'était pas dans le commerce pour faire l'affaire des cultivateurs, mais pour faire de l'argent pour son propre compte, et qu'il emploierait tous les moyens possibles à cette fin. Tandis que la Coopérative, elle, existe pour faire les affaires des cultivateurs qui apprécient les avantages de la coopération et qui sont membres de la Coopérative, et elle leur remet le plus d'argent possible en retour de leurs produits. Mais nous blâmons les intrigants qui se servent de ces faits particuliers pour faire du capital politique.

Le marché est le même pour tous, pour les commerçants comme pour la Coopérative. Rien donc n'empêche ceux-là de payer les mêmes prix, et même plus s'ils le désirent. Et s'ils en sont capables, comme le dit M. Ponton, pourquoi ont-ils gardé comme profit des montants qui auraient dû être remis aux cultivateurs qui préfèrent vendre par leur entremise les produits de leurs fermes.

M. Ponton avocasse les ventes aux enchères. Nous avons déjà plusieurs fois démontré qu'elles sont plutôt dans l'intérêt des commerçants, que des cultivateurs.

La raison d'être de la Coopérative Fédérée, c'est de travailler à promouvoir les intérêts de la classe agricole en lui ouvrant de nouveaux marchés, en lui assurant de plus grandes facilités de vente et les meilleurs prix possibles pour ses produits. Elle ignore le commerce proprement dit, ne fait pas d'affaires pour elle-même, mais pour le seul bénéfice de ses membres et le progrès de l'industrie agricole; en un mot, comme son nom l'indique, elle fait de la coopération pure et simple.

C'est là le but que lui a fixé son dévoué fondateur l'honorable M. Caron, et auquel elle entend bien rester fidèle, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse. Si maintenant, il se trouve des cultivateurs qui ne veulent pas profiter des avantages que la Coopérative Fédérée leur offre, avantages que M. Ponton, malgré toutes ses mauvaises dispositions, est obligé d'admettre, nous ne voyons pas pourquoi la Coopérative Fédérée serait tenue de les protéger malgré eux.

CONCLUSION BASÉE SUR LES FAITS RÉELS ÉNUMÉRÉS PAR CET ADVERSAIRE DE LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC :

S'il est reconnu que la Coopérative Fédérée paye plus cher que le commerce en général pour les produits qui lui sont consignés, que les cultivateurs en profitent donc pour expédier leurs produits à cette organisation qui les protège. Les mêmes cultivateurs élimineront par le fait même la concurrence déloyale, dont ils sont, pour une bonne partie, inconsciemment responsables, que subit la Coopérative Fédérée de Québec de la part de certains commerçants, et ces mêmes cultivateurs feraient preuve d'un esprit pratique en encourageant l'organisation coopérative à laquelle ils demandent la protection, tout en refusant d'en faire partie.

Réfléchir avant d'agir

Nous avons déjà dit ce que nous pensons de l'Union Catholique des Cultivateurs. Elle est bonne, excellente en soi; elle peut rendre des services appréciables aux cultivateurs, en les groupant pour l'étude des nombreux problèmes qui concernent tout particulièrement la classe agricole.

Nous avons aussi signalé le danger qu'offrait, pour son succès futur, son immixtion dans le domaine politique ou l'adoption inconsidérée de résolutions absurdes, inacceptables, proposées parfois dans le seul but d'embêter le gouvernement.

Nous espérons donc qu'on ne se méprendra point sur les remarques que nous croyons devoir faire au sujet de résolutions adoptées à la dernière assemblée annuelle de certains cercles de l'U. C. C., résolutions dont nous trouvons le texte dans "Le Devoir" du 6 décembre. Nous ne nommerons point les cercles, afin de ne jeter du discrédit sur personne. Nous voulons simplement démontrer qu'on devrait mûrir davantage certaines questions avant de lancer dans le public des propositions saugrenues pour ne pas dire ridicules.

Nous dirons d'abord que nous concourons parfaitement dans l'opinion exprimée par l'un de ces cercles sur la nécessité de la coopération pour le cultivateur.

Nous nous permettrons ici cependant de faire observer qu'il existe déjà, en Province de Québec, pour la vente et l'achat en coopération, un organisme aux rouages perfectionnés, à la disposition de tous les cultivateurs qui veulent profiter des avantages qu'il offre pour leur plus grand bénéfice.

Nous sera-t-il permis de demander pourquoi ce cercle paraît ainsi ignorer un organisme qui a déjà donné des preuves de son efficacité? La Coopérative Fédérée offre pourtant aux cercles de l'U. C. C. les mêmes avantages qu'à ses 45,000 membres. Pas n'est besoin de prendre le cultivateur à la gorge pour lui faire faire une chose, surtout si on lui donne le moyen de la faire.

(suite à la page 928)

Les réflexions du distillateur qui signe C. la rubrique "A la Veille" vraiment donner à penser à ces modes perverses dont se servent les femmes par ailleurs bien intentionnées.

Un bon moyen de rendre à un ami ou à un parent faisant plaisir, c'est de lui offrir pour étrennes une année de "Bulletin de la Ferme". Pourquoi aussi ne vous point part à vos poussins gratuits? Les offerts en valent la peine l'annonce dans une autre

Le "Bulletin de la Ferme" apprécié. — Nous ne pouvons pas nous empêcher de publier suivant d'une lettre de l'adresse l'un de nos fidèles. Les journalistes ne d'ordinaire gâtés par les témoignages et désintéressés comme ce du bien au cœur. C'est un plaisir à redoubler pour mieux servir.

Doublez votre engrais. — "Un plancher impudique" dit le Collège d'Agriculture de New-Jersey, semble être indispensable pour l'état de la cour à fumier que pour le grain, et le béton paraît être la seule matière satisfaisante. Une tonne de fumier emmagasiné dans une fosse en béton est estimée équivalente à 1 1/2 ou 2 d'engrais qui a séjourné en cour à fumier ordinaire.

Monsieur l'abbé C. Caré de Saint-Alexis de Lévis, n'est pas tendre pour se croiser les bras, ou tout aller, et se plaindre que "ça ne paye pas" la terre.

"Combien se plaignent de nos concours, fiers pour cueillir et vendre des fraises, des framboises font pas de jardin suffisent les voitures dehors, ne cultivent par là que demande le marché, os aux chiens au lieu de pour les poules, etc., etc." dit "ça ne paie pas" la faute?"

Un trait. — Un voyageur "Guignolée" se présente au logis d'une pauvre

— La Guignolée, Monsieur — Mon bon Monsieur que trois sous dans l'J'ai presque honte de offrir. Je voudrais contribuer à la Guignolée, mais le lendemain il faut venir à cette excellente comme cadeau de Noël.

Le bon Dieu paye centuple ce que l'on sème dans les villes. C'est la se chaque hiver. Les ur